

# sommaire

Introduction .....13

## Nos imaginaires

- « La Chine est un univers à part. » .....21
- « La Chine n'est pas un État, mais une civilisation. » .....29
- « La Chine est un Empire immobile, à l'histoire oubliée. » ....37
- « La Chine est restée confucéenne. » .....45
- « La société est rurale et arriérée. » .....63
- « La civilisation chinoise a tout inventé. » .....71

## Un État fort

- « Le communisme est mort et enterré. » .....83
- « En Chine, la démocratie est impossible, impensable. » .....93
- « La Chine est une dictature totalitaire. » .....103
- « La corruption, généralisée, est un phénomène culturel. » ....127
- « Le système juridique est purement arbitraire. » .....137
- « Pékin a fait main basse sur Hong Kong. » .....159

## Une puissance fragile ?

- « Le miracle économique chinois est un mythe. » .....169
- « La Chine n'admet pas sa responsabilité  
en tant que pollueur du monde. » .....191
- « La Chine séduit par son *softpower*. » .....203
- « Les droits de l'Homme sont bafoués en Chine. » .....225
- « L'occupation du Tibet affaiblit la Chine. » .....247

« La Chine est une puissance menaçante. » .....257  
« La Chine est le nouvel empire colonial en Afrique. » .....277  
« La Chine va dominer les États-Unis au XXI<sup>e</sup> siècle. » .....287

**Conclusion** .....301

**Annexes**

Lexique .....307  
Pour aller plus loin .....311

Composition du Conseil des Affaires d'État (CAE) Gouvernement de Xi Jinping (12 <sup>e</sup> ANP, mars 2013)		
Nom	Fonctions	Parcours
Li Yuanchao	vice-président	Membre du Bureau politique depuis 2007
Li Keqiang	Premier ministre	1 <sup>er</sup> vice-Premier ministre (2008-2013), Secrétaire du Parti (SP) du Liaoning (2004-2007)
Zhang Gaoli	vice-premier (1)	SP de Tianjin (2007-2012) SP du Shandong (2002-2007)
Liu Yandong	vice-premier (2)	CAE, responsable des affaires éducatives, culturelles et sportives (2008-2013) Chef du Front Uni (2002-2007)
Wang Yang	vice-premier (3)	SP du Guangdong (2007-2012) SP de Chongqing (2005-2007)
Ma Kai	vice-premier (4)	CAE, Secrétaire général (2008-2013) NDRC, Président (2003-2008)
Wang Yi	Ministre des Affaires étrangères	Responsable des relations avec Taiwan (2008-2013) Ambassadeur au Japon (2004-2007)
Zhou Qiang	Président de la Cour populaire suprême	SP du Hunan (2010-2013) Gouverneur du Hunan (2006-2010), 1 <sup>er</sup> secrétaire de la LJC (1998-2006)
Gal. Chang Wanquan	Ministre de la Défense	Conseiller d'État, membre de la Commission militaire centrale depuis 2007
Zhou Shengxian	Ministre de l'Environnement	En fonction depuis 2008
Meng Jianzhu	Secrétaire du Comité des Affaires politico-légales	Ministre de la Sécurité publique (2007-2012)

## « Le communisme est mort et enterré. »

*Le communisme appartient au passé mais la question du communisme reste au cœur de notre temps.*

Claude Lefort, *La Complication*, 1999

Ainsi que l'indique le titre de l'ouvrage de Claude Lefort, dix ans après la chute du mur de Berlin, la question du communisme est complexe. En Chine, la notion de lutte des classes a été abolie à la fin de la Révolution culturelle, l'économie a été progressivement décollectivisée et les entrepreneurs capitalistes sont, depuis 2004, à nouveau admis au sein du Parti communiste chinois (PCC). Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, une loi reconnaissant la propriété privée est entrée en vigueur. Le pouvoir lui-même revendique davantage un « socialisme aux caractéristiques chinoises » qu'une filiation marxiste. Enfin, en 2012, le classement Forbes des milliardaires établissait la Chine en deuxième position après les États-Unis mais avant la Russie et l'Inde.

Dans ce contexte, il semblerait naturel d'annoncer la mort du communisme en Chine. Prétendre le contraire, ne serait-ce pas le fait d'un régime politique schizophrène et cynique ? Concrètement, qu'est-ce qui distingue l'idéologie du PCC aujourd'hui de celle d'un parti social-démocrate ou même d'un pouvoir ultra-libéral ? En réalité, la fin de l'idéologie de la « révolution permanente » n'a pas impliqué de façon mécanique la disparition du régime de Pékin ni celle, concomitante, de sa culture politique. Pour mieux le comprendre, il faut revenir à l'originalité du communisme chinois.

### Communisme et sortie du communisme : un parcours original

Tout comme d'autres partis communistes dans le monde, le PC chinois a souvent cherché à se démarquer de la matrice sovié-

tique. Dès l'origine, dans les années 1910, les thèses trotskystes et anarchistes sont mieux implantées. Sur le plan théorique, un gros effort d'assimilation du marxisme a dû être réalisé car celui-ci était peu adapté à une société chinoise largement préindustrielle. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la section chinoise de l'Internationale communiste en épouse les thèses majoritaires mais le mouvement ouvrier chinois reste embryonnaire. Les masses opprimées font d'abord référence aux paysans exploités.

Le PCC est fondé en juillet 1921 au cœur de la concession française à Shanghai, rue Huangpi. Le Parti procède d'une aile radicale marxiste constituée en petites associations dans les grandes villes du pays autour des pères fondateurs que furent Chen Duxiu (à Shanghai) et Li Dazhao (à Pékin). Mao ne parviendra que quinze ans plus tard, lors de la Conférence de Zunyi de 1935, à s'imposer dans le Parti contre le groupe des protégés de Moscou, les « 28 bolcheviks », anciens étudiants formés entre 1925 et 1930 à l'orthodoxie marxiste-léniniste.

La rupture sino-soviétique des années 1950, dans un tout autre contexte, constitue un épisode critique mais non isolé de relations conflictuelles avec le grand frère soviétique. Enfin, à l'issue de la Révolution culturelle, en 1978, soit plus de dix ans avant l'effondrement du bloc soviétique, et nonobstant de réelles rigidités, Pékin a poursuivi son propre cheminement en s'engageant dans un vaste processus de réformes socioéconomiques indiquant une rupture idéologique profonde. Plus d'une génération après les événements mondiaux de l'année 1989, qui marquèrent la chute du communisme dans le monde, le maintien et la transformation originale du socialisme chinois se poursuivent.

### **La rationalité de la transformation chinoise**

La mutation actuelle n'implique pas nécessairement que le régime de Pékin soit en transition (ce qui supposerait de qualifier ainsi plus de la moitié de l'histoire de la République populaire de Chine) ni qu'il s'agisse d'une évolution vers un modèle combiné

de démocratie occidentale et d'économie de marché. L'article 11 de la Constitution chinoise, amendé en 1999, stipule que « la Chine demeurera au stade initial du socialisme pendant encore une longue période ». Ceci rend explicite le dogme à Pékin selon lequel le communisme ne serait pas, d'après la thèse marxiste, le produit de la fin de l'État mais, au contraire, le fondement d'un État puissant.

La difficulté pour les observateurs à concevoir la rationalité politique de la transformation chinoise s'explique certes par la complexité du processus lui-même, mais aussi par la tradition intellectuelle européenne qui ne conçoit pas, contrairement au capitalisme, que le communisme puisse être un modèle réformable sinon au prix de sa disparition. Or, en Chine précisément, le recul de l'idéologie communiste s'est accompagné d'un redéploiement du rôle du PCC dans tous les domaines sociaux et politiques. Ces remarques ne sous-estiment évidemment pas les critiques des citoyens chinois eux-mêmes vis-à-vis de leur propre système. Toutefois, la crise de légitimité du régime chinois sous l'ère Hu Jintao (2002-2012) ne s'explique pas d'abord, comme on le pense souvent, par les contradictions supposées entre une idéologie marxiste surannée et une pratique sauvage de l'économie de marché mais par la revendication d'une gouvernance encore plus efficace et d'un pouvoir moins arbitraire. À ce titre, la crise de succession de Hu Jintao à la tête du PCC, qui s'est déroulée entre le printemps 2011 et le 8 novembre 2012 avec le 18<sup>e</sup> Congrès du Parti a ravivé ces tensions.

### **L'organisation du pouvoir**

À la base du PCC, demeurent la multitude des cellules, des organisations de masse et surtout l'obligation légale de tout groupe social d'être parrainé par une institution officielle, incluant de près ou de loin le parti. Au total, l'appareil bureaucratique du PCC s'apparente à un réseau gigantesque animé par plus de 82 millions de membres en 2012, soit moins de 5 % de la population.

Ce chiffre reste en deçà des pays de l'ex-bloc communiste ou des records d'adhésion aux partis sociaux-démocrates scandinaves. Après les événements de 1989, la baisse des adhésions n'a été que de courte durée, sauf dans le monde rural où celle-ci est structurelle. Le PCC recrute essentiellement dans les milieux urbains et plutôt éduqués. La principale mission du Parti, qui consiste à choisir les fonctionnaires de l'État, contribue à la dimension corporatiste du mouvement et au profil de classe moyenne cultivée voire grand bourgeois du communiste chinois. Réponse en miroir à la conception marxiste traditionnelle d'un parti représentant le peuple, le PCC souhaite cependant représenter « les forces progressistes chinoises, la culture d'avant-garde et les intérêts fondamentaux de la très grande majorité du peuple chinois » et devenir « un parti de tout le peuple » (*quanmin dang*). La cooptation des entrepreneurs privés s'inscrit dans une certaine tradition puisque le PCC (comme son ennemi d'antan, le KMT) a été fondé à l'origine par des gens aisés et des mandarins lettrés. En 1978, l'appel de Deng Xiaoping aux experts pour réaliser la modernisation allait dans ce sens.

Depuis la fin de la Révolution culturelle, Deng Xiaoping, Hu Yaobang (1980-1987), Zhao Ziyang (1987-1989), Jiang Zemin (1989-2002), Hu Jintao (2002-2012) et Xi Jinping (2012-) – le représentant de la 5<sup>e</sup> génération de dirigeants de la RPC – ont été intronisés chef du Parti, pour des périodes de temps plus ou moins longues. Selon une règle récente, l'accès à une position institutionnelle importante est impossible après 65 ans. Et cependant, c'est une fois à la retraite que les chefs du Parti semblent véritablement exercer leur pouvoir par les réseaux clientélistes ou népotistes tissés au cours des longues années de leur ascension politique. Sous Deng, le PCC a organisé le marché des compétences afin de mieux maîtriser les règles de la compétition politique. Mais les règles de succession ont volé en éclat lors de la succession de Hu Jintao en 2012.

Le Congrès du PCC se réunit une fois tous les cinq ans depuis la mort de Mao et désigne un Comité central (composé d'environ

350 personnes) qui choisit à son tour un Secrétaire général, les membres du Bureau politique (composé de 25 à 30 dignitaires) ainsi que son Comité permanent. Depuis 2009, celui-ci était composé de 9 membres (*jiuchangwei*) ou 9 empereurs. Ils ne sont plus que 7 en 2012.

À la téléologie révolutionnaire, une autre idéologie de l'avenir illimité du Parti s'est substituée, celle du développement et de l'affirmation de l'État grâce au Parti. Une tradition récente veut ainsi que le Secrétaire général du PCC soit également le chef de l'État et le chef de la commission centrale du Parti et de l'Armée. Défini avec une grande précision dans la constitution du Parti, le centralisme démocratique se résume désormais par les principes suivants : « un camarade doit toujours se soumettre à l'organisation, la minorité à la majorité, l'organisation inférieure à l'organisation supérieure », les organes dirigeants procèdent tous d'une élection et le culte de la personnalité est interdit. La doxa officielle comprend les « principes fondamentaux » que sont : la voie socialiste ; la dictature du prolétariat ; le leadership du Parti communiste guidé par le marxisme-léninisme ; la pensée de Mao Zedong ; la théorie de Deng Xiaoping et celle, au nom bien étrange, de Jiang Zemin : « les Trois Représentativités » (*san ge daibiao*). À ce jour, le slogan de « société harmonieuse » (*hexie shehui*), des années Hu Jintao, n'a été intégré ni dans la charte du Parti ni dans la Constitution de l'État, contrairement à son concept de « développement scientifique », ajouté lors du 18<sup>e</sup> Congrès.

La Chine n'est ni un État marxiste, ni un régime capitaliste, ni une superpuissance au sens classique du terme. Se forment et s'y créent, par la réinvention de modèles tant issus du Global West (Japon, États-Unis et Europe) que de ses traditions, des théories politiques, économiques et sociales hybrides. C'est ainsi, par exemple, que l'on peut comprendre le slogan de Deng Xiaoping, devenu principe constitutionnel : « d'économie socialiste de marché » (art. 15). C'est ainsi également que coexistent aujourd'hui,

en théorie comme en pratique : un droit sino-étranger libéral-marxiste, un fédéralisme de fait dans un État centralisé, un État légal sans démocratie, un appareil judiciaire professionnel mais non indépendant, des élections villageoises malgré un régime autoritaire ; ou encore, un État-parti unique animé par un kaléidoscope d'idéologies.

### Communisme, propriété privée et expropriations massives

Fin novembre 2012, la photo d'une maison habitée bien qu'à moitié détruite, plantée en plein milieu d'une autoroute dans la province du Zhejiang, a fait la Une des journaux dans le monde avec une première couverture du *China Daily*. Décembre 2010, les internautes chinois transmettent comme une traînée de poudre les images atroces d'un paysan tentant de s'immoler pour protester contre l'expropriation de ses terres.

Fin 2007, à Chongqing, la résistance d'un couple face aux promoteurs pour préserver la demeure familiale est soutenue par les « citoyens du Net » (*wangmin*) qui adoptent le néologisme de « maison clou » (*dingzihu*). Un jeune internaute chinois, du nom de Zola, adepte du journalisme citoyen qui consiste à réaliser des reportages d'investigation et à défier les organes de propagande en allant puiser les informations à la source, rend compte, heure par heure sur *Weibo* (le twitter chinois), du bras de fer avec les autorités locales. Observateur autant qu'acteur, Zola met habilement en scène le drapeau rouge vif de la République populaire qui trône sur le toit de la maison aux abords rasés par les bulldozers des promoteurs ainsi que la banderole en immenses caractères, apposée sur le fronton de la demeure en ruine qui rappelle les droits fondamentaux garantis par la Constitution. Vent debout contre la municipalité mais cherchant l'appui de Pékin, les résistants de Chongqing ont fini par obtenir des compensations financières plus élevées que tous les propriétaires qui avaient cédé aux pressions du promoteur ou aux discours les exhortant à se sacrifier pour le bien public.

La saga de Chongqing s'est répétée dans toute la Chine : à la campagne et dans les zones périurbaines en raison de l'urbanisation galopante

du pays mais aussi dans les villes qui furent impliquées dans l'organisation des Jeux olympiques et dans lesquelles de nombreuses destructions ont eu lieu afin de moderniser, agrandir et assainir plutôt que rénover les centres historiques. À leur initiative, des artistes chinois ont photographié des centres urbains entiers stigmatisés par l'idéogramme « Démolition » (*Chai*) peint sur les portes des maisons à détruire. D'où le jeu de mot phonétique autour de « China = Chai Na », qui vise à dénoncer cette « seconde Révolution culturelle », au nom du culte de l'argent cette fois.

La carte spatio-temporelle, certes non officielle, des expropriations en Chine qui circule sur Internet, confirme que l'urbanisation y est un phénomène tardif et que la définition du concept de ville y est très incertain. En outre, la bulle immobilière qui sévit s'explique par une construction anarchique de logements, fruit de l'alliance des promoteurs immobiliers et des pouvoirs locaux, pour lesquels il s'agit d'une source de revenus et de ressources fiscales décisives.

Dans les démocraties, la propriété, garantie par la loi et une Constitution, est considérée comme un droit fondamental de l'individu. La Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen reconnaît dès 1793 que « le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie ». Le V<sup>e</sup> amendement de la Constitution américaine reconnaît que « nulle propriété privée ne pourra être expropriée dans l'intérêt public sans une juste indemnité ». En Chine, la notion juridique de droits réels était, de l'Antiquité à la chute de l'Empire, différente des diverses expériences occidentales. Le principe de droit de propriété, individuel et absolu, n'existait pas. Les clans, les lignages familiaux, possédaient des terres dont les droits étaient renégociés auprès des fonctionnaires de l'État. Le projet de Code civil inspiré de l'Allemagne, et élaboré à la fin du régime des Qing, entre 1898 et 1911, ne fut jamais promulgué. L'importante loi de réformes agraires de juin 1950 marque la rupture idéologique du régime maoïste avec l'ancien régime. Ainsi, la notion de propriété privée telle qu'elle figurait – sans grande application du reste en raison de la situation anarchique du pays – dans le Code civil du Parti nationaliste de 1930 fut abolie au profit de la mise en œuvre violente d'une politique de collectivisation extrême.

Les décennies de réformes qui nous séparent aujourd'hui de la fin politique du maoïsme ont provoqué de nouveaux bouleversements

idéologiques au niveau de la notion de droit de la propriété. Contestée pendant près de 15 ans, la loi sur les droits réels (*wuquan fa*) qui fut finalement votée en mars 2007, entérine la reconnaissance de la notion juridique de propriété (*suoyou quan*) entendue comme le droit d'utiliser et de contrôler l'utilisation d'un bien, d'en recueillir les fruits et d'en disposer librement. Pour autant, le juriste Li Bin considère que si l'accession à la propriété est mieux garantie par la nouvelle loi (en sécurisant notamment le droit de cession, l'enregistrement du titre et la période intermédiaire entre les deux procédures), le texte ne prévoit quasiment aucune protection des justiciables face à l'expropriation.

Le pouvoir de décision de l'État en matière de réquisition d'un bien immobilier (y compris d'un droit d'usage), qu'il s'agisse du gouvernement ou des pouvoirs locaux, est quasi absolu. La défense du principe constitutionnel d'inviolabilité de la propriété est donc irrecevable. La notion d'« intérêt public » est bien sûr reconnue mais celle-ci n'est pas assortie d'une définition précise. Enfin, en l'absence de tribunaux administratifs, face aux innombrables refus de la part des juridictions d'accepter les plaintes collectives et en raison de l'impossibilité légale de contester la décision d'expropriation elle-même, le recours des expropriés prend la forme désespérée de la négociation frontale, de la loi du plus fort ou du plus médiatique, comme c'est le cas des fameuses « maisons clous » que nous venons de décrire.

Les images d'immolation, les émeutes contre la corruption comme celles de Wukan dans la riche province de Canton en décembre 2011 et le cynisme affiché des internautes vis-à-vis d'un droit incapable de protéger ses citoyens, nourrissent des frustrations contre lesquelles les slogans du régime sur « l'harmonie sociale » sont des figures de style dérisoires et dangereuses pour sa propre survie.

### Les idées politiques comptent toujours

Les idées ou l'idéologie ont une implication très concrète dans la vie politique chinoise. Une première distinction doit être faite entre les groupes qui ne conçoivent la réforme politique qu'en dehors du PCC (les radicaux de droite ou de gauche ainsi que les

libéraux anticommunistes) et ceux pour lesquels la réforme n'est envisageable qu'au sein du Parti. Deuxièmement, les groupes se distinguent en fonction de leur lien avec la tradition impériale et confucéenne. Enfin, le rapport de Pékin par rapport au reste du monde, en particulier à l'Occident et au Japon, instaure une ligne de fracture importante entre les factions. La globalisation ne constitue pas, de façon générale, une source de débats ou de conflits idéologiques. Le sentiment national et la forme centralisée du modèle étatique sont des éléments qui apparaissent pour l'heure indiscutables. Le courant néo-conservateur au sein du PCC, représenté notamment par l'ancien Premier ministre Wen Jiabao (et partiellement par Hu Jintao, l'ancien chef de l'État-Parti-Armée) n'impose pas ou plus de majorité claire. Le courant sécuritaire, dont Hu Jintao, et sans doute aussi Xi Jinping, fait également partie, se déploie autour de la force montante de la vie politique chinoise des années 2000 : le ministère de la Sécurité publique.

Situés à droite de l'échiquier politique, les radicaux sont favorables à une démocratie libérale, à la constitution d'un État de droit constitutionnel occidental ainsi qu'à l'ensemble des valeurs énoncées dans la « Charte 08 ». De nombreux démocrates chinois considèrent ouvertement que « le phénomène Liu Xiaobo », prix Nobel de la paix 2010 pour ses « efforts durables et non violents en faveur des droits de l'Homme en Chine », condamné en 2008 à 11 ans de prison pour subversion, est une création du pouvoir chinois lui-même. Le texte ne fait cependant qu'exprimer les droits garantis par la Constitution de 1982 et s'inscrit dans le discours du Parti sur l'État de droit « aux colorations socialistes et chinoises ».

À la question « que reste-t-il du communisme ? », les interlocuteurs chinois répondent le plus souvent spontanément : l'amour de la patrie (*aiguo zhuyi*) (et non le nationalisme qui avait, jusqu'à présent, une connotation trop bourgeoise) et une

certaine conscience de l'égalité sociale. Conscience cependant bien différente de celle décrite par Tocqueville dans les sociétés démocratiques car elle passe, en Chine (hormis chez les penseurs de la nouvelle gauche, Hu Angang et Cui Zhiyuan notamment), par le rejet de l'égalitarisme et l'exigence de la poursuite des réformes économiques. Les intellectuels de ce courant se montrent volontiers nostalgiques des débuts de la République populaire de Chine. Il s'agit d'un mouvement partiellement anti-occidental prônant un socialisme chinois, ancré dans la pratique maoïste du pouvoir.

À l'issue du maoïsme, l'État était devenu quelque chose d'étranger à la Chine. Depuis la décennie 1980-1990, on assiste selon Yves Chevrier à un double processus de socialisation et de construction de l'État. « Le nouvel État-nation n'est plus l'État de la Révolution (...) il est devenu l'État de la nation chinoise », explique l'historien.

Fonctionnant au cœur du monde social, le PCC est apparu jusque-là trop structuré pour qu'aucune alternative politique institutionnalisée n'ait jamais été en mesure d'envisager son renversement. Qui pourrait chasser le PCC du pouvoir ? Qui pourrait démocratiser la Chine ? Le Parti lui-même en se scindant un jour, envisagent un nombre croissant d'observateurs.